

Les éoliennes brassent du vent... et des billets

Le 9 juillet 2014

Selon le rapport rendu le 3 Juillet par cet organisme public, nos chers élus locaux se rempliraient les poches à défigurer les campagnes françaises.

A tous ces Français qui se demandaient pourquoi diantre on avait fichu ce champ d'éoliennes qui ne tournent jamais entre le perron de leur maison de famille et le paysage, naguère joli, qui lui fait face, le SCPC offre une réponse. Cette réponse, elle est déjà dans le nom complet dudit SCPC : Service Central de Prévention de la Corruption.

Alors ? Vous comprenez vite. Selon le rapport rendu le 3 Juillet par cet organisme public, nos chers élus locaux se rempliraient les poches à défigurer les campagnes françaises. Cela va de la corruption classique à coup de malle remplie de billets jusqu'à des prises illégales d'intérêt, à savoir en l'espèce acheter un terrain, le louer très cher à une société d'éolienne après en avoir fait autoriser l'implantation par la mairie.

L'information est passée quelque peu inaperçue, pourtant il semble que ce qui n'était jusqu'ici que déduction de bon sens soit enfin vérifié dans les faits. C'est important, tout de même. On y voit qu'un maire du Nord de la France pouvait recevoir un loyer annuel de plus de 100.000 euros pour tout juste une dizaine de mâts. Nul doute qu'à ce prix les vents sont plus favorables lorsqu'arrive l'élection.

Décidément, l'énergie éolienne n'est pas si propre qu'on voulait le faire croire : il y a tout juste un an, on découvrait que le secteur européen des éoliennes était entièrement infiltré par la mafia italienne, en particulier la N'drangetta de Calabre. Ce sont maintenant nos petites mairies qui sont touchées par la fièvre de l'or transparent.

Ce qui est inquiétant, c'est le lien entre ces deux informations. Cela fait bien longtemps qu'on sait que les politiciens peuvent être corrompus ; sans remonter à Fouquet, le souvenir de Panama ou de Stavisky, qui avait acheté la moitié de la chambre des députés, hante encore le palais Bourbon. Aujourd'hui bien sûr, planent les affaires Bettencourt... et autres. Mais il y a ici quelque chose de différent.

Là ce ne sont pas de grands noms, des députés, des ministres ayant cédé aux sirènes d'une banque ou d'une énorme industrie peu scrupuleuse et riche, laquelle est irrémédiablement éclaboussée par le scandale. Non, là ce sont des élus locaux, petits maires, conseillers généraux, de régions, partout en métropole qui commencent probablement et, espérons-le, sans le savoir à participer à un système mafieux avec des méthodes mafieuses, une industrie mafieuse. Un système où une organisation criminelle parasite les institutions de l'Etat, détourne les procédures, pour capter l'argent public par le biais de subventions ou contrats, le réinvestit dans des activités crapuleuses pour le faire ensuite revenir dans le circuit officiel où il sera blanchi.

Ce fut le cas – et ça l'est encore – avec le traitement des déchets, en Italie.

C'est nouveau, et c'est une très mauvaise nouvelle car lorsque la mafia s'implante sur un territoire, l'histoire a jusqu'ici prouvé que rien ne pouvait l'en déloger.

<http://www.bvoltaire.fr/charlesrouvier/les-eoliennes-brassent-du-vent-billets,93074>